

Cryptomonnaies: un engouement délétère

Chronique économique

Marian Stepczynski



Au fond, qu'est-ce qu'une monnaie? L'analyse - économique, mais pas seulement - résume la chose de la manière suivante. La monnaie est à la fois unité de compte, moyen de paiement et réservoir de valeur. À ce triple titre, et sous les multiples formes qu'elle a pu revêtir au cours de sa déjà longue histoire, elle facilite l'échange de biens et de services de manière infiniment plus efficace que le troc, qui suppose la double coïncidence en temps et en lieu d'une offre et d'une demande. Mais il faut aussi, et par-dessus tout, que cette monnaie soit acceptée par tous. Or une telle confiance, établie peu à peu par l'usage, ne résiste à l'usure du temps que si elle peut s'appuyer sur une convention (sociale, institutionnelle) de nature à en prévenir les débordements, et ils sont nombreux, susceptibles de la ruiner. L'histoire monétaire est en effet jonchée d'épisodes d'hyperinflation dont le monde n'a réussi à sortir que par le truchement de monopoles d'émission confiés aux banques centrales.

rendue possible par les réseaux informatiques, de s'appuyer sur cette prodigieuse découverte qu'est la «blockchain», cette sorte de grand livre de comptes décentralisé ou, comme disent les informaticiens, de base de données distribuée, qui ouvre la voie à toutes sortes d'applications (authentification de documents, trading en ligne, sécurisation des contrats) plus sérieuses et plus utiles que la création de purs objets de spéculation.

Car c'est bien de spéculation qu'il s'agit lorsqu'on parle de cryptomonnaies ou des désormais multiples déclinaisons du bitcoin qui fleurissent un peu partout. Ainsi que l'a défini Agustín Carstens, le nouveau directeur

«Les banques centrales suivent de près l'évolution. Elles sont prêtes, parole de BRI, à intervenir»

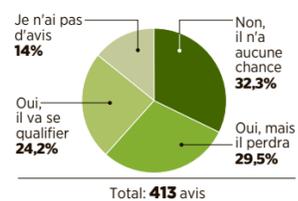
général de la Banque des règlements internationaux, dans une récente conférence à la Goethe-Universität de Francfort, cette cryptomonnaie, que l'on essaye de présenter comme l'amorce d'un système de paiement alternatif affranchi de toute intervention d'une banque centrale, est en réalité devenue «la combinaison d'une bulle spéculative, d'une chaîne de Ponzi et d'un désastre environnemental». En tout état de cause sa volatilité est telle, ajoute Carstens, qu'elle représente un piètre (poor) moyen de paiement et un bien étrange (crazy) réservoir de valeur. La seule chose dont on puisse être sûr, c'est que son côté cryptique fait d'elle une candidate idéale pour la dissimulation du fruit d'activités illégales et parfois même criminelles.

C'est d'ailleurs pour cette raison que les banques centrales ont entrepris d'en suivre de près l'évolution et se tiennent prêtes, parole de BRI, à intervenir si nécessaire.

Sondage

La question d'hier

Le Ge/Servette HC peut-il inquiéter le CP Berne en quart de finale des play-off de hockey sur glace?



Répondre à nos sondages sur: www.tdg.ch

www.tdg.ch

Grand format

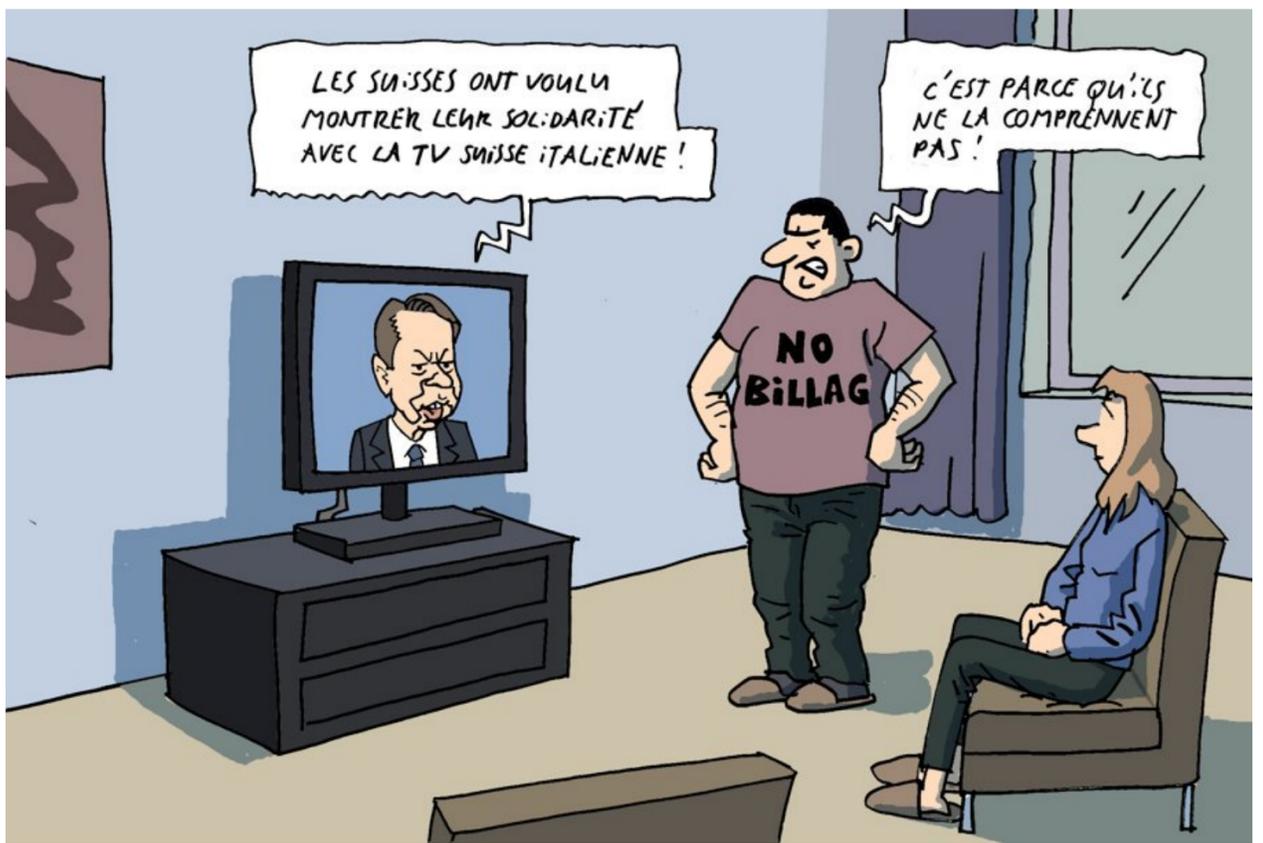
● **Quand le snowboard était le roi des pistes** Dans les années 90, le sport de glisse rebelle vivait ses plus belles heures. Nous sommes partis sur les traces de ses acteurs.



● **«Les Maroufards»** Située dans le Genève des années 30, la série humoristique raconte l'histoire de deux pieds nickelés, Jo et Dada, bien décidés à faire quelque chose de leur vie, quitte à flirter avec le syndicat du crime local. Quiproquos et phrase loufoque forgent l'identité de ce projet. Le premier épisode est à découvrir en exclusivité sur le site de la Tribune de Genève. Le second paraît ce 6 mars.



Face-à-face



Quoi après «No Billag»?

Près de trois électeurs suisses sur quatre ont refusé l'initiative qui interdisait à la Confédération de financer le service public audiovisuel. Ont-ils donné pour autant un blanc-seing à la SSR? Sans doute pas. De peur que l'initiative ne passe, Berne a annoncé une baisse de la redevance et la direction de la SSR de profondes réformes. Quant au parlement, il devra débattre de la future concession SSR et sera saisi de la loi sur les médias électroniques. De quoi demander à deux élus genevois sous la Coupole d'exposer leur point de vue.

L'échec de «je ne paie que ce que je consomme»

L'invitée

Laurence Fehlmann Rielle
Conseillère nationale PS



Le rejet à 71,6% de l'initiative «No Billag» est aussi réjouissant que sans appel. Ce résultat montre que la population est très attachée à la diversité médiatique en Suisse et à la cohésion nationale qui va de pair avec le respect des minorités culturelles et linguistiques. C'est aussi un refus très clair de soumettre l'information à la loi du marché.

J'interprète aussi ce résultat par la prise de conscience du danger que représentent la litanie des initiants «je ne paie que ce que je consomme». Ce principe se révèle extrêmement nuisible et ne doit pas s'appliquer au domaine des médias.

Cette initiative a suscité un débat très nourri et mobilisé des milliers de divers horizons. En Suisse, la presse écrite est en mains privées tandis que les radios et télévisions les plus importantes appartiennent au service public, contrairement à d'autres pays où TFI, BFM TV, CNN, etc. dépendent de puissants lobbies privés. Or, on connaît depuis longtemps le rôle primordial joué par le 4e pouvoir dans la prise de décisions de nos démocraties.

En ce sens, même les médias privés ont le devoir de réaliser un travail dit de service public. Cette posture peut sembler idéaliste à l'heure où des grands groupes de presse accaparent une partie importante des moyens de communication. Il est donc essentiel non seulement

de préserver les médias publics, mais aussi de repenser le financement de l'ensemble de notre paysage médiatique. Le vote contre «No Billag» est donc une victoire d'étape.

Dans un passé récent, nous avons assisté impuissants à la disparition de l'Hebdo et sommes actuellement témoins des menaces de suppression d'une quarantaine de postes à l'ATS. Les décisions de concentration des titres de la presse écrite de Suisse romande ne peuvent que nous inquiéter. En effet, comment les lecteur-trice-s vont-ils/elles s'identifier à des quotidiens qui ne seront plus en prise avec les préoccupations de proximité? N'est-il pas choquant de voir que les journalistes passent du label «Tribune de Genève» ou «Le Matin» à la marque rédaction Tamedia?

Les socialistes proposent notamment:
- l'introduction d'un financement direct et global des médias à travers une fondation indépendante de l'État;
- la participation financière de la Confédération à une agence de presse nationale, telle que l'ATS.

S'agissant de la SSR, la redevance baissera comme prévu le 1er janvier 2019. Il faut éviter que cette diminution ne se traduise par de nouvelles suppressions d'emplois. Des pistes d'économie existent certainement mais il est primordial qu'elles soient examinées en concertation avec les employé-e-s et le syndicat.

Le débat sur les médias va se poursuivre.

Le défi est la production d'une information équilibrée, dans un contexte de disparités économiques et sociales croissantes et d'une fracture numérique menaçante.

La réglementation des médias n'est plus d'actualité

L'invité

Christian Lüscher
Conseiller national PLR



Alors que les résultats définitifs du non très clair de la population (72%) et de l'ensemble des cantons à l'initiative «No Billag» n'étaient pas encore connus, plusieurs milieux intervenaient déjà pour proposer leurs solutions pour la suite, pour le futur des médias audiovisuels, même de l'ensemble des médias en Suisse. C'est bien normal, notamment en regard des problèmes structurels et conjoncturels auxquels sont confrontés les divers acteurs de cet important secteur.

Plusieurs étapes sont d'ores et déjà prévues:
- la nouvelle concession de la SSR, qui est en consultation jusqu'au 12 avril, sera ensuite débattue et décidée politiquement. Elle prévoira directement les orientations à venir, notamment en matière de priorisation et de répartition de la redevance publique;

- la nouvelle loi sur les médias électroniques est annoncée en consultation au cours de l'été 2018. Cette nouvelle loi sera particulièrement importante en regard de l'évolution des modes de «consommation» des médias, à savoir via Internet et d'autres plateformes, via divers matériels électroniques et non plus seulement par un poste fixe de radio ou de télévision. Le partage de cet espace électronique entre médias publics et privés, issus de la presse audiovisuelle mais aussi écrite, axé sur un mandat local, régional ou plus large;
- en parallèle à ces actions

politiques, le président et le directeur de la SSR ont annoncé, le 4 mars déjà, diverses mesures fortes d'analyses et de changements dans la stratégie, la conduite et la gestion de l'entreprise SSR. Bien entendu, ces éléments relèvent de la baisse annoncée des moyens financiers (diminution de la redevance, augmentation des contributions de la redevance octroyées aux médias audiovisuels privés locaux et régionaux, etc.), mais pas seulement! Il convient de saluer ces mesures, qui visent clairement à déterminer mieux encore l'utilisation de la redevance pour la couverture des coûts des actions liées au service public, tout particulièrement l'information, le reflet de la culture et du sport suisses; à définir mieux encore les collaborations avec les médias audiovisuels, se fondant notamment sur les premières expériences conduites en Suisse romande et aux collaborations tissées dans le cadre de la récente campagne; à clarifier le «qui peut faire quoi» sur les réseaux électroniques; sans oublier les questions du partage des capacités publicitaires, évidemment importantes en regard des conditions financières liées.

Ainsi, non seulement le futur des médias audiovisuels, mais encore et surtout la question plus générale de l'avenir des médias privés et publics suisses seront débattus au cours des prochains mois.

Le PLR entend clairement s'engager en faveur de ce futur, se fondant sur ses valeurs et sur la conviction que le modèle actuel d'aide aux médias et la réglementation du secteur des médias ne sont plus d'actualité et conduisent à des distorsions de marché et à des déséquilibres.